

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division
des projets spéciaux divers (XN)
Canadian Building
219 Laurier Ave. West, 13th Floor
Room 13077
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet IQ pour la solution d'achats électr	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-131350/B	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 20131350	Date 2015-02-24
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XN-111-28381	
File No. - N° de dossier 111xn.EN578-131350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-03-09	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Moore, Karen	Buyer Id - Id de l'acheteur 111xn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1410 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN578-131350/B

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

111xn

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20131350

File No. - N° du dossier

111xnEN578-131350

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir ci-joint.

Invitation à se qualifier (IQ)**Modification de sollicitation 001****But:**

- A) Préciser les modifications apportées à la IQ.
 B) Répondre aux questions relatives à la IQ.

(A) Changements**CHANGEMENT 1**

À la Partie 6 de l'IQ – Attestations, section 5.1.3, certification ISO 27001 :

Supprimer : Le texte intégral

Insérer : 5.1.3 – Page intentionnellement laissée en blanc.

[Rappel à l'intention des répondants : Les répondants noteront que la DP à venir peut contenir l'exigence d'avoir la certification ISO 27001 – renvoi à la Partie 8, section 8.1(h)4.]

CHANGEMENT 2

Dans la pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires, Exigences obligatoires (tableau) :

Supprimer : M1, M2 et M3 dans leur intégralité.

Insérer [version MS Word des critères d'évaluation obligatoires révisés disponibles sur le site du SEAOG] :

N° de l'exigence	Exigence obligatoire	Renvoi à la réponse
O1	<p>Expérience du service principal d'achats électroniques</p> <p>Le répondant doit démontrer son expérience dans le service d'achats électroniques, acquise dans le cadre d'un projet réunissant les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Le répondant était le principal fournisseur de services chargé de la structure et de la mise en œuvre du projet. (b) Les travaux effectués par le répondant dans le cadre du projet doivent avoir commencé après le 31 décembre 2004 et s'être achevés avant le 1^{er} janvier 2015. (c) Le service d'achats électroniques devait compter au moins 25 000 utilisateurs ayant différents rôles, notamment des utilisateurs internes (comme les acheteurs) et des utilisateurs externes (comme les fournisseurs). 	

N° de l'exigence	Exigence obligatoire	Renvoi à la réponse
	<p>(d) Un minimum de 100 000 transactions en ligne doivent avoir été traitées par le service d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an).</p> <p>(e) Le projet devait inclure les éléments suivants, y compris au moins une fonctionnalité de chaque composante, comme il est décrit à la section « 3.1 de l'annexe 1 – Exigences générales » :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Portail (ii) Gestion des fournisseurs (iii) Gestion de l'approvisionnement (iv) Gestion de contrat (v) Renseignements d'affaires (vi) Gestion des relations avec les fournisseurs (vii) Gestion des dossiers (viii) Gestion des utilisateurs 	
O2	<p>Expérience du service secondaire d'achats électroniques</p> <p>Le répondant doit démontrer son expérience dans le service d'achats électroniques, acquise dans le cadre d'un projet, outre le projet illustré en O1, réunissant les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Le répondant était le principal fournisseur de services chargé de la structure et de la mise en œuvre du projet. (b) Les travaux effectués par le répondant dans le cadre du projet doivent avoir commencé après le 31 décembre 2004 et s'être achevés avant le 1^{er} janvier 2015. (c) Le service d'achats électroniques devait compter au moins 10 000 utilisateurs ayant différents rôles, notamment des utilisateurs internes (comme les acheteurs) et des utilisateurs externes (comme les fournisseurs). (d) Un minimum de 50 000 transactions en ligne doivent avoir été traitées par le service d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an). (e) Le projet devait inclure les éléments suivants, y compris au moins une fonctionnalité de chaque composante, comme il est décrit à la section « 3.1 de l'annexe 1 – Exigences générales » : <ul style="list-style-type: none"> (i) Portail 	

N° de l'exigence	Exigence obligatoire	Renvoi à la réponse
	<ul style="list-style-type: none"> (ii) Gestion des fournisseurs (iii) Gestion de l'approvisionnement (iv) Gestion de contrat (v) Renseignements d'affaires (vi) Gestion des relations avec les fournisseurs (vii) Gestion des dossiers (viii) Gestion des utilisateurs 	
O3	<p>Expérience générale du service</p> <p>Le répondant doit démontrer son expérience du service acquise dans le cadre d'un projet, outre les projets illustrés en O1 et O2, réunissant les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Le répondant était le principal fournisseur de services chargé de la structure et de la mise en œuvre du projet. (b) Les travaux effectués par le répondant dans le cadre du projet doivent avoir commencé après le 31 décembre 2004 et s'être achevés avant le 1^{er} janvier 2015. (c) Le service devait compter au moins 10 000 utilisateurs ayant différents rôles, notamment des utilisateurs internes (comme les acheteurs) et des utilisateurs externes (comme les fournisseurs). (d) Un minimum de 50 000 transactions doivent avoir été traitées par le service chaque année (au cours d'une période d'un an). (e) Le projet devait inclure les éléments suivants, y compris au moins une fonctionnalité de chaque composante, comme il est décrit à la section « 3.1 de l'annexe 1 – Exigences générales » : <ul style="list-style-type: none"> (i) Portail (ii) Gestion des utilisateurs (iii) Gestion des services 	

CHANGEMENT 3

Dans la partie 3, section 3.1, section 1 : Réponse technique :

Supprimer :

Dans le volet technique, les répondants doivent expliquer et montrer en quoi leur réponse satisfait les exigences techniques de l'IQ. La réponse technique doit comprendre le formulaire 1 : Formulaire de présentation de l'IQ, ainsi que la pièce jointe 1 de la partie 4 : Critères d'évaluation obligatoires. Le formulaire 2 : Le formulaire de vérification de références de projet peut être inclus dans la présentation de la réponse technique ou doit être fourni à la demande de l'autorité contractante dans les délais indiqués dans la demande.

Insérer :

Dans le volet technique, les répondants doivent expliquer et montrer en quoi leur réponse satisfait les exigences techniques de l'IQ. La réponse technique doit comprendre la présentation de la pièce jointe 1 de la partie 4 :

Critères d'évaluation obligatoires. Formulaire 1 : Formulaire de présentation de l'IQ et formulaire 2 : Le formulaire de vérification de références de projet peut être inclus dans la présentation de la réponse technique ou doit être fourni à la demande de l'autorité contractante dans les délais indiqués dans la demande.

Au formulaire 1 – Formulaire de présentation de l'IQ, section (b) :

Supprimer : Le numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du répondant.

Insérer : Le numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du répondant – si le répondant possède un NEA.

CHANGEMENT 4

À la première page de l'IQ, Fuseau horaire :

Supprimer (dans la version anglaise - ne s'applique pas à la version française) : Eastern Standard Time EST

Insérer (dans la version anglaise - ne s'applique pas à la version française) : Eastern Daylight Saving Time EDT

(B) Questions et réponses**QUESTION 1**

Référence : Section 5.1.3 de l'IQ portant sur la certification ISO 27001 :

Est-ce une exigence obligatoire que d'avoir cette certification avant de présenter une proposition? Si tel est le cas, est-ce seulement requis lorsque notre entreprise héberge la solution?

RÉPONSE 1

Veuillez vous reporter au Changement 1 dans la présente modification de la demande de soumissions.

QUESTION 2

Pouvez-vous expliquer pourquoi il faut obtenir la certification ISO 27001 à l'étape de l'IQ?

Cette exigence s'ajoute en fait à la liste déjà contraignante des exigences obligatoires. Étant donné le souhait exprimé de maximiser les commentaires des fournisseurs qualifiés, nous considérons que cela limite inutilement la concurrence au tout début du processus concurrentiel. Nous sommes tout à fait favorables à l'inclusion de cette exigence à l'étape de la demande de propositions (DP), mais nous estimons qu'elle ne fait rien d'autre dans l'IQ que de faire obstacle à la concurrence.

RÉPONSE 2

Veuillez vous reporter au Changement 1 dans la présente modification de la demande de soumissions.

QUESTION 3

Référence – ISQ partie 8, section 8.5 B, Exigences relatives à la sécurité prévues pour les fournisseurs internationaux : Notre organisation se trouve dans un pays qui n'a pas conclu d'accord bilatéral en matière de sécurité industrielle dans le cadre du PSI, et n'est pas non plus dans un pays membre de l'OTAN ni dans un pays de l'UE. Afin de répondre aux exigences prévues de la DP relatives aux autorisations de sécurité, veuillez confirmer que notre organisation peut être parrainée par une source approuvée par le gouvernement du Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ssi-iss-services/eso-oss-fra.html>).

RÉPONSE 3

Même si une organisation peut être parrainée par une source approuvée par le gouvernement du Canada, une organisation internationale peut seulement être parrainée si elle se trouve dans un pays ayant conclu un accord bilatéral en matière de sécurité industrielle dans le cadre du Programme de sécurité industrielle (PSI), ou si elle se trouve dans un pays membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou dans un pays de l'Union européenne (UE). Les organisations qui ne satisfont pas à ces exigences peuvent communiquer avec le PSI pour obtenir de plus amples renseignements sur les accords bilatéraux en matière de sécurité industrielle (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ressources-ressources/contactisp-contactezpsi-fra.html>).

QUESTION 4

Référence : Section 2.1.3 – « Le document 2003 (25-09-2014) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans l'IQ et en fait partie intégrante... ».

La clause « Définition de soumissionnaire » est intégrée dans la présente IQ au moyen de la référence au document 2003 (25-09-2014) Instructions uniformisées – biens ou services, dans la section 2.1.3. La clause « Définition de soumissionnaire » pourrait empêcher les soumissionnaires possédant des clients étrangers de faire valoir une expérience hautement pertinente. Comme les éventuelles solutions peuvent être une combinaison de plus d'un produit intégré, nous estimons qu'il est dans l'intérêt de l'État de pouvoir communiquer avec les personnes citées en référence qui ne se trouvent pas nécessairement au Canada. De cette façon, les soumissionnaires pourront inclure des références comparables à TPSGC dans d'autres pays. Cette clause empêche les soumissionnaires de citer ce type d'expérience. Nous demandons à l'État de modifier cette exigence pour ainsi autoriser les soumissionnaires à mentionner les activités pertinentes entreprises par une société mère ou d'autres filiales.

RÉPONSE 4

Afin de répondre clairement à cette question, veuillez noter qu'en ce qui concerne l'IQ, la question ci-dessus porte sur la « définition de répondant », section 04 des Instructions uniformisées – bien ou services – besoins concurrentiels 2003 (2014-09-25) (« soumissionnaire » ci-après appelé « répondant », conformément à l'article 2.1.3 de l'IQ.).

La définition figurant à la section 04 des Instructions uniformisées – bien ou services – besoins concurrentiels 2003 (2014-09-25) ne sera pas modifiée. Un répondant peut être composé de plus d'une personne ou d'une entité, en coentreprise, de soumettre une réponse à l'IQ. Il n'y a rien dans la clause actuelle qui empêche une société mère ou filiale, ou d'autres associés à établir une coentreprise pour soumettre une réponse, ce qui permet ce répondant d'utiliser l'expérience de tous les membres de la coentreprise. En outre, la clause précitée n'empêche pas les répondants de citer en référence des projets réalisés à l'extérieur du Canada.

QUESTION 5

Référence : Section 4.3 – Vérification des références, Formulaire 2 – Formulaire de vérification des références de projet

« 4.3.3. Aux fins de cette évaluation, on pourrait procéder à des vérifications de références pour contrôler et valider les renseignements contenus dans la réponse du répondant. Si une vérification des références est requise, le Canada effectuera la vérification par écrit, par courriel. Le Canada enverra la demande de vérification des références directement à la personne-ressource du client aux fins de vérification des références de projet fournies par le répondant. La personne-ressource du client disposera de dix (10) jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) suivant la date d'envoi du courriel par le Canada, pour répondre au Canada. »

Dans le cadre de nos gros contrats, la plupart de nos clients ont établi que nous ne pouvons demander des références au DPI que de manière occasionnelle. Comme nous avons participé à de nombreux grands projets d'approvisionnement, beaucoup de clients disent commencer à en avoir assez des références. Dans d'autres projets d'approvisionnement du gouvernement du Canada, il est arrivé que l'État revoie cette modalité pour que le fournisseur indique plutôt des détails sur le projet exécuté, nomme le client et certifie que tous les renseignements contenus dans le formulaire sont exacts et complets. Nous vous demandons d'appliquer cette modification à l'IQ relative à la solution d'achats électroniques. Il s'agit d'un exemple utilisé à des fins similaires dans le projet de l'ITSC :

« Modification 002 : À toutes les références dans la DRPE aux attestations de signature des clients ou aux attestations de courrier électronique concernant les formulaires de référence au projet.

SUPPRIMER :

L'exigence relative aux attestations de signature des clients ou aux attestations de courrier électronique concernant les formulaires de référence au projet exigibles avec les réponses à la clôture de la DRPE.

INSÉRER :

L'exigence relative aux attestations de signature des clients ou aux attestations de courrier électronique concernant les formulaires de référence au projet exigibles le 16 novembre 2012, à 14 h, heure normale de l'Est. Un seul exemplaire des formulaires signés et des attestations de courriels doit être envoyé par courriel à l'autorité contractante. Il est inutile de fournir plusieurs exemplaires ou des copies papier.

RÉPONSE 5

L'IQ permet de confirmer que des vérifications de références pourraient servir à contrôler et à valider des éléments de réponse du répondant. En ce qui concerne la modification de l'exemple de projet de l'ITSC fournie dans la question ci-dessus, veuillez noter que l'IQ concernant la SAE ne nécessite pas de « signature ou d'attestation de courriel des clients » avec le formulaire 2 de l'IQ concernant la SAE – Formulaire de vérification des références de projet.

Afin de garantir l'équité et la transparence à tous les répondants, et pour que TPSGC fasse preuve de diligence raisonnable dans le processus d'évaluation, les exigences de vérification de références de l'IQ sont maintenues.

QUESTION 6

Annexe 5 – Entente de non-divuligation

« 2. Obligation de confidentialité – (b) vous convenez de restreindre l'accès à l'information et à transmettre uniquement les renseignements aux personnes qui ont besoin d'accéder aux renseignements aux fins exprimées au paragraphe 2(a)(ii), qui sont au courant de la nature de l'information, et qui ont signé la présente entente de non-divuligation. »

Nous demandons respectueusement que cette clause soit modifiée pour que nous puissions communiquer des renseignements non seulement aux personnes selon le « principe du besoin de savoir », mais également aux fournisseurs potentiels, à condition que ces tiers aient signé une entente de non-divuligation.

RÉPONSE 6

Annexe 5 – Entente de non-divuligation, section 2(b) section des références 2(a)(ii) qui prévoit ce qui suit : « vous ne devez pas utiliser les renseignements, directement ou indirectement, à des fins autres que pour participer au processus d'EAE et, s'il y a lieu à toutes autres fins autorisées par la présente entente de non-divuligation. » En outre, la partie 7B, section 7.3.1 de l'IQ prévoit ce qui suit : « Les participants au processus d'EAE devront signer et présenter l'entente de non-divuligation de l'annexe 5 avant de pouvoir participer au processus en question... »

Le principe du besoin de savoir comprend les fournisseurs potentiels qui participent, selon le fournisseur qualifié de l'IQ, au processus d'EAE, et qui sont appelés participants au processus d'EAE, conformément à la partie 7, section 7.1.1 de l'IQ. Seuls les participants au processus d'EAE qui ont signé l'entente de non-divuligation dans l'annexe 5 seront autorisés à participer au processus d'EAE.

En vue de garantir l'équité à l'industrie, seuls les participants au processus d'EAE qui ont signé l'entente de non-divuligation auront accès à l'information issue du processus d'EAE. L'annexe 5 reste la même.

QUESTION 7

Référence : Pièce jointe 1 de la partie 4 : Critères d'évaluation obligatoires, pour les critères d'évaluation obligatoires O1, l'exigence va comme suit : « (d) Le service géré d'achats électroniques devait compter au moins 25 000 utilisateurs ayant différents rôles ».

RÉPONSE 7

Oui. Veuillez vous reporter au Changement 2 dans la présente modification de la demande de soumissions.

QUESTION 8

La présente IQ englobe-t-elle la demande de renseignements sur l'Initiative de présentation et de paiement de factures par voie électronique (PPFE) (EN890-140430/A)?

RÉPONSE 8

Veuillez faire référence à l'« avis aux répondants » sur la page 3 de l'IQ, qui prévoit ce qui suit : « L'invitation à se qualifier (IQ) fait état de toutes les exigences de l'IQ et remplace tout renseignement diffusé dans la LI ainsi que dans toute modification à la LI (EN578-131350/A). Toute autre information ou tout autre document fourni au soumissionnaire ou obtenu par les répondants auprès d'autres sources n'est pas pertinent. Les répondants ne devraient pas présumer que les façons de faire de précédentes demandes de soumissions se poursuivront, à moins qu'elles soient décrites dans l'IQ. De plus, les répondants ne devraient pas tenir pour acquis que leurs capacités actuelles répondent aux exigences de la présente IQ du simple fait que cela a déjà été le cas par le passé. »

L'IQ concernant la SAE (EN578-131350/B) n'est pas liée à la demande de renseignements sur l'Initiative de présentation et de paiement de factures par voie électronique (PPFE) (EN890-140430/A). Cependant, les intervenants de la SAE ont mené des consultations auprès des intervenants de PPFE durant l'élaboration du projet de SAE et continueront de participer afin d'assurer l'harmonisation de ces initiatives. Les exigences de facturation pour la SAE seront présentées en détail dans la DP à venir pour la SAE.

QUESTION 9

Nous comprenons que l'État s'intéresse au point de vue des fournisseurs qualifiés possédant de l'expérience dans la mise en œuvre et dans la gestion de services d'approvisionnement couvrant l'ensemble des exigences de TPSGC.

L'État pourrait-il envisager de modifier l'exigence obligatoire EO1 pour permettre aux entreprises de démontrer leur expérience dans la mise en œuvre d'une solution intégrale pour les clients dans les délais décrits et avec les mêmes seuils de transactions et de volume en dollars?

Étant donné que de nombreux clients choisissent d'entretenir et d'exploiter leur propre système d'approvisionnement après la mise en œuvre, nous pensons que l'État pourrait tirer profit d'un plus grand ensemble de données provenant de fournisseurs très qualifiés et de soumissionnaires potentiels.

RÉPONSE 9

Veuillez vous reporter au Changement 2 dans la présente modification de la demande de soumissions.

QUESTION 10

Question A : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O1 (f) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer que « le projet doit inclure les éléments suivants, y compris, au minimum, l'une des fonctions d'au moins six des huit éléments décrits dans la section « 3.1 de l'annexe 1 – Exigences générales. »

Question B : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O1 (d) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer que « le service géré d'achats électroniques devait compter au moins 25 000 utilisateurs ayant différents rôles, y compris des acheteurs et des fournisseurs. »

Question C : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O1 (e) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer qu'« un minimum de 1 000 000 000 \$ (en \$ CAN, la valeur en devises sera fondée sur le taux de change quotidien de la Banque du Canada à midi le 30 janvier 2015) de la valeur du contrat doivent avoir été traités par le service géré d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an), OU un minimum de 100 000 négociations en ligne gérées dans le cadre du service géré d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an). »

Question D : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O2 (f) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer que « le projet doit inclure les éléments suivants, y compris, au minimum, l'une des fonctions d'au moins six des huit éléments décrits dans la section « 3.1 de l'annexe 1 – Exigences générales. »

Question E : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O2 (d) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer que « le service géré d'achats électroniques devait compter au moins 10 000 utilisateurs ayant différents rôles, y compris des acheteurs et des fournisseurs. »

Question F : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O2 (e) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer qu'« un minimum de 500 000 000 \$ (en \$ CAN, la valeur en devises sera fondée sur le taux de change quotidien de la Banque du Canada à midi le 30 janvier 2015) de la valeur du contrat doivent avoir été traités par le service géré d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an), OU un minimum de 15 000 négociations en ligne gérées dans le cadre du service géré d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an). »

Question G : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O3 (d) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer que « le service géré d'achats électroniques devait compter au moins 10 000 utilisateurs ayant différents rôles, y compris des acheteurs et des fournisseurs. »

Question H : Référence : « Pièce jointe 1 de la partie 4 – Critères d'évaluation obligatoires », EXIGENCE O3 (e) : Nous recommandons que le Canada améliore cette exigence en la modifiant de manière à indiquer qu'« un minimum de 50 000 000 \$ (en \$ CAN, la valeur en devises sera fondée sur le taux de change quotidien de la Banque du Canada à midi le 30 janvier 2015) de la valeur du contrat doivent avoir été traités par le service géré d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an), OU un minimum de 10 000 négociations en ligne gérées dans le cadre du service géré d'achats électroniques chaque année (au cours d'une période d'un an). »

RÉPONSE 10

En réponse aux questions B, C, E, F, G et H, veuillez vous reporter au Changement 2 dans la présente modification de la demande de soumissions.

En réponse aux questions A et D : Référence : Annexe 1, section 3.1 – tous les éléments pour les exigences obligatoires O1 et O2 (e) [conformément au Changement 2] sont exigés.

QUESTION 11

Étant donné que nous sommes établis aux États-Unis, nous ne disposons pas à l'heure actuelle de numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) (demandé dans le formulaire 1 : Formulaire de présentation de la réponse à l'IQ). S'agit-il d'un élément obligatoire du formulaire 1, ou le numéro ne sera-t-il requis que si nous sommes sélectionnés pour passer à l'étape de l'EAE de l'approvisionnement?

RÉPONSE 11

Le numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) exigé dans le formulaire 1, section 1.0(b) n'est pas obligatoire pour l'IQ; cependant, un NEA sera requis pour la DP prévue. Veuillez vous référer au Changement 3 dans la présente modification de la demande de soumissions.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.